**Appel à communication**

**revue Technologie et innovation**

http://www.openscience.fr/Technologie-et-innovation

Revue référencée par Scopus

Titre provisoire :

**Sciences, Techniques et innovations citoyennes**

Editeurs invités :

Jean-Claude Ruano-Borbalan, Bertrand Bocquet, Michel Letté,
(Laboratoire HT2S (Histoire des Techno-sciences en Société-Cnam)

**Réception des propositions et articles à l’adresse suivante :**jean-claude.ruanoborbalan@lecnam.net

**Délais :**

* Réception des propositions d’articles ( 2 pages maximum), 15 Juin 2017.
* Réception des articles, (6 à 8000 mots) après acceptation de la proposition, dernier délai : 1er novembre 2017
* Réception définitive des articles après évaluation et modifications acceptées par évaluateurs : 15 janvier 2018
* Publication : mai 2018

**Appel à communication**

# Dans le demi-siècle écoulé, un nombre considérable d’interfaces institutionnelles – scientifiques ou autres- se sont développées, visant à la promotion des processus de transferts de connaissance vers des activités économiquement solvables et cherchant une « utilité industrielle » forte. L’OCDE comme l’Union Européenne ou les divers ministères de la recherche et d l’industrie les promeuvent comme « système nationaux de recherche et d’innovation», destinés à développer la croissance économique et la réponse aux «défis» contemporains ( cf Programme Horizon 2020 de l’union européenne).Ces institutions et politiques ont accompagné la mise en œuvre d’une diversité d'outils et de dispositifs allant du transfert de technologie à la création de pépinières d'entreprises, jusqu’au soutien direct et organisé à la créativité entrepreneuriale ( Michael Ortiz, Varieties of Innovation Systems, the governance of knowledge transfer in Europe, Campus-Verlag, 2014). Ces politiques et institutions ont eu des effets massifs et généralisés, en terme de développement technologique ou industriel.

En contrepoint de ces politiques publiques, on a assisté à la convergence de préoccupations politiques (tant gouvernementales, que territoriales ou associatives), économiques et entrepreneuriales, mais aussi associatives, prônant l’avènement de nouvelles formes de développement économique et d’innovation. Celles-ci sont basées sur la coopération, la co- production de connaissance et de travail, la pluridisciplinarité, etc. Ces discours s’incarnent au sein de « tiers lieux », dans le mouvement des « makers », dans la prise en compte des usagers et de leurs capacités cognitives, dans les sciences participatives, le «co-design» ou la «maitrise d’usage», etc. Dans l’ensemble de ces lieux nouveaux, la participation et la coopération, mais aussi des méthodes issues du design et de l’innovation sociale ou pédagogique, sont mises en avant, au sein de multiples formes organisationnelles où les technologies de la communication jouent un rôle catalyseur **(**Bertilorenzi Marco, Ruano-Borbalan Jean-Claude, Le Coq Marc, « Between Innovation and Tradition: French Design Schools, their Historical Roots and their Innovation System », *Journal of Innovation Economics & Management*, 1/2017 (n° 22).

Ce numéro de la revue Technologie et innovation cherchera à mettre en avant différentes échelles et focales d’observation et de compréhension des initiatives passées et en cours, dans les domaines de la participation et de « l’innovation sociale et citoyenne », notamment dans le domaine des rapports entre sciences, technique et société. Les contributions pourront de ce fait être issues de l’ensemble des sciences historiques, sociales ou politiques et connexes.
Nous nous intéressons plus particulièrement, dans ce numéro de la revue « technologie et innovation » à des formes de l'innovation liées à aux mouvements ou volontés de démocratie technique et de sciences participative, plutôt « ascendantes », ou du moins, élaborées entre multiples parties prenantes et formes d’expertise ( individus, associations, experts scientifiques, fonctionnaires, etc. ). Ces dernières viennent de faire l’objet de rapports et actions multiples, et leur promotion est à l’ordre du jour ( voir le rapport du PDG de l’INRA à la ministre de l’Education en 2016 ( <http://www.sciences-participatives.com> ), les propositions de l’Alliance Athena (<http://www.allianceathena.fr/c/sciences-participatives> ) la même année, et depuis les nombreuses actions menées, notamment dans la mouvance des associations engagées une vision d’expertise (<http://www.alliss.org> ) ou/et de participation des individus dans le recueil de données scientifiques ( http://www.naturefrance.fr/sciences-participatives ) .
La construction de la connaissance et de l’innovation s’incarne donc aujourd’hui de multiples manières, et tout particulièrement au sein de projets de démocratisation des sciences et technologies et des choix politiques liés (Cf : « Sciences citoyennes ? *Technologies, politiques et pratiques de la participation»,* *http://ifris.org/actualites/ecole-thematique-de-lifris-2017-12-15-juin-2017-marseille/)*. On sait que dans ce domaine, de nombreux dispositifs ont été mis en avant depuis 40 ans : des « forums hybrides », conférences de consensus ou autres promus dans les années 80, à la « démocratie technique » des années 90 et 2000, aboutissant au «moment participatif» actuel ( Vers un tournant participatif mondial, *Participations* 2016/1 (N° 14). De Boeck).

Cette livraison interrogera ainsi particulièrement sur la question du «sens» de l’innovation et du développement techno-scientifique, l’une des interrogations aujourd’hui en pointe dans plusieurs disciplines, de la sociologie politique aux *Sciences and technologies studies*, en passant par l’analyse organisationnelle ou les sciences de gestion ( La co-construction des politiques publiques, *Politiques et management public*, M.Rival & J-Cl.Ruano-Borbalan ed, Editions Lavoisier, à paraître, Sept 2017) ). Selon cette approche, l’enjeu des activités et politiques d’innovations est désormais celui de l’orientation donné à l’innovation : tant au plan de la vie commune, que des biens et services ou de la «responsabilité» que les humains ont vis à vis de la planète, de la biodiversité, de leur commune humanitéPierre-Benoît Joly, « Beyond the Competitiveness Framework? Models of Innovation Revisited », *Journal of Innovation Economics & Management* 2017/1 (n° 22)**.**
De ce point de vue, regroupant ou incarnant de multiples traditions antérieures de l’économie sociale, de la mobilisation politique ou autres, les lieux, discours, et pratiques dits de la «co-construction » des savoirs ou de l’innovation, dans lesquels se déploient les volontés de démocratie participative, affirment les limites du modèle industriel antérieur. Ce dernier ayant fait du développement économique, une conséquence directe de la production scientifique à l’échelle macroscopique ( innovation linéaire ). Ils se placent la plupart du temps en opposition, ou en contrepoint des discours dominants sur l’innovation industrielle et scientifique dont les sites de l’Union européenne, de l’OCDE, des ministères ou agences nationales concernées sont les porteurs (<http://www.anrt.asso.fr/fr/futuris/ouvrage-annuel.jsp?p=30&p3=5#.WPzDB3fpPUo> ), eux-mêmes correspondant à cet « esprit d’innovation » global dont a parlé Mireille Delmas Marty, qui indique qu’il soulève inévitablement la question des limites ( Mireille Delmas-Marty, Aux Quatre vents du monde,Le seuil, 2016 ).

Des initiatives locales, indépendantes ou coordonnées, rencontrent et irriguent aujourd’hui des actions dites « citoyennes », dont les buts sont souvent de répondre aux « défis » sociétaux, urbains, environnementaux, consommateurs. On retrouve ces volontés dans de multiples lieux, et pas seulement au sein des mouvements dits « d’innovation sociale » : au sein d’entreprises et industries, dans les pratiques administratives, de «modernisation», dans les multiples mouvements et initiatives qui se justifient par la participation ou la coopération : les des fab-labs et living labs, ou les formes multiples de prospective et d’innovations territoriales, « maitrise d’usage », d’association de consommateurs, d’usagers, etc. Il est à noter que ces dispositifs, dont l’ampleur réelle n’est guère connue, ont été critiqués de multiples manières, notamment en raison des biais de la délibération et des assymétries entre formes d’expertises mises en avant ( Harry Collins ,Are We All Scientific Experts Now?, Polity Press, 2014 ;Cécile Barnaud, La participation, une légitimité en question, *Natures Sciences Sociétés* 21, 2013) .

# Le présent numéro de Technologie et innovation affirmera donc la volonté d’analyse des formes et du sens de la participation des acteurs individuels ou associatifs dans les processus d’innovation politique social ou industriel, particulièrement –mais pas uniquement- ceux qui s’affirment dans le domaine des sciences participatives, de la démocratie technique ou de l’innovation dite « sociale ». Cette posture n’est pas militante mais scientifique, et impose donc la prise en compte des transformations contemporaines globales de l’action politique, sociale et industrielle en matière d’innovation et leur mise en perspective historique.